ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mai 2016

RELATIF À LA TRANSPARENCE, À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA
MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 3623)

Retiré

AMENDEMENT

N° CF70

présenté par
M. Giraud et M. Jérôme Lambert

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 29, insérer l'article suivant:

I.- Compléter l'article L. 112-10 du code des assurances, d'un dernier alinéa ainsi rédigé :

« 3° Soient les moyens de paiement et tout autre bien inclus dans une offre initialement dédiée aux moyens de paiement. »

II.- Les dispositions du I. s'appliquent à compter de la promulgation de la présente loi.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les assurances « moyens de paiement » sont présentes dans près de 60 % des offres groupées des banques. Leur tarif moyen est de 25 € mensuels. Pourtant, en observant le contenu de ces prestations, l'on constate que la majorité des assurances proposées sont déjà couvertes en vertu de l'article L311-31-3. Ainsi, de nombreux consommateurs peuvent potentiellement souscrire à des services dont ils bénéficient déjà à titre gratuit.

C'est pourquoi cet amendement propose d'encadrer plus strictement ce type de prestations en incluant ces contrats dans le champ d'application de l'article L112-10 du Code des assurances, lequel oblige l'assureur à inviter l'assuré à vérifier qu'il n'est pas déjà bénéficiaire d'une garantie couvrant l'un des risques couverts par le nouveau contrat, et l'informant de la faculté de renonciation dont il dispose le cas échéant.